

2021

LES REVENUS

DONNÉES
2020

de l'agriculture biologique
en Pays de la Loire



Références
économiques

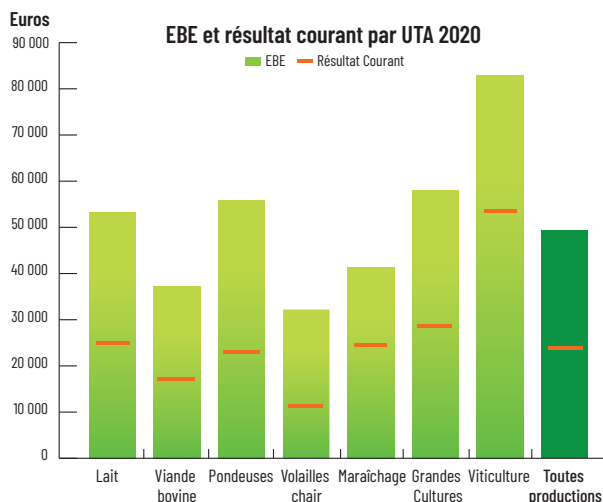


AGRICULTURES
& TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Édito

C'est à nouveau grâce à un travail de partenariat avec les centres de gestion et les associations comptables que nous avons pu compiler les chiffres de l'année 2020. Cela permet de vous présenter le référentiel économique de l'agriculture biologique des Pays de la Loire 2020. L'analyse de ces données par la Chambre régionale d'agriculture, donne une image de l'agriculture biologique dans notre région, filière par filière, année après année. Nous suivons ainsi l'évolution du résultat des exploitations bio, de plus en plus nombreuses.

Outre le fait de pouvoir comparer les résultats de nos propres exploitations, cette publication permet aussi d'accompagner le montage de projets d'installation de nouveaux agriculteurs, dans un contexte où le renouvellement des générations est un enjeu majeur. L'approche par filière va aussi aider à conforter les réflexions de conversion des agriculteurs en place mais montre aussi la grande disparité de résultats pour une même production.



Les résultats sont relativement stables sur ces 3 dernières années pourtant marquées par une météo ne respectant pas les "normes" saisonnières que ce soit les dégâts du gel, des excès puis des manques d'eau. Il semble que nous devons nous y habituer et cela montre déjà la résilience climatique des exploitations ligériennes. L'année 2020 aura été une année largement atypique. Comment ne pas évoquer ici, l'impact de la pandémie du Covid qui a déstabilisé les modes de consommation. L'année 2020 aura été marquée par une envolée de la demande en produits bio durant le printemps, demande qui s'est largement tassée en fin d'année...

Pour 2021 avec la durée de la pandémie, les marchés restent déstabilisés et l'évolution de la consommation de produits bio s'est ralentie. Cela amène des tensions sur plusieurs filières dont le lait et les oeufs, avec un tassement des prix. On ne mesure pas encore l'impact sur les résultats de 2021, une année climatique favorable à beaucoup de productions (hors impact gel très dommageable pour certains viticulteurs et arboriculteurs). Dans ce contexte, on ne peut que se féliciter d'avoir réussi à remettre en place au niveau régional une aide à la reconnaissance de l'agriculture biologique pour 2021 et 2022. Cela devrait contribuer à limiter les impacts sur les résultats de ces 2 années.

Bonne lecture et bonne réflexion.

Olivier LEBERT
Vice-président de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire
Réfèrent professionnel au Pôle Bio

1	Principaux résultats (821 exploitations étudiées)	P. 4
	1.1 Les productions.....	p. 5
	1.2 Evolution de l'EBE.....	p. 5
	1.3 Le travail sur l'exploitation.....	p. 7
	1.4 La SAU.....	p. 7
	1.5 Analyse financière.....	p. 7
	1.6 Comparaison des systèmes.....	p. 8
	1.7 Résultats économiques.....	p. 10
2	Bovins lait (241 exploitations)	P. 11
	2.1 Le travail sur l'exploitation.....	p. 13
	2.2 La SAU.....	p. 13
	2.3 Les ateliers animaux.....	p. 13
	2.4 Analyse financière.....	p. 14
	2.5 Résultats économiques.....	p. 15
	2.6 Marge brute.....	p. 16
3	Bovins viande (73 exploitations)	P. 17
	3.1 Le travail sur l'exploitation.....	p. 18
	3.2 La SAU.....	p. 18
	3.3 Les ateliers animaux.....	p. 19
	3.4 Analyse financière.....	p. 19
	3.5 Résultats économiques.....	p. 20
4	Poules pondeuses (47 exploitations)	P. 21
	4.1 Le travail sur l'exploitation.....	p. 22
	4.2 La SAU.....	p. 22
	4.3 Les ateliers animaux.....	p. 23
	4.4 Analyse financière.....	p. 23
	4.5 Résultats économiques.....	p. 24
5	Volailles de chair (36 exploitations)	P. 25
	5.1 Le travail sur l'exploitation.....	p. 26
	5.2 La SAU.....	p. 26
	5.3 Les ateliers animaux.....	p. 27
	5.4 Analyse financière.....	p. 27
	5.5 Résultats économiques.....	p. 28
6	Grandes cultures (28 exploitations)	P. 29
	6.1 Le travail sur l'exploitation.....	p. 31
	6.2 La SAU.....	p. 31
	6.3 Analyse financière.....	p. 31
	6.4 Résultats économiques.....	p. 32
7	Maraîchage (61 exploitations)	P. 33
	7.1 Le travail sur l'exploitation.....	p. 35
	7.2 La SAU.....	p. 35
	7.3 Analyse financière.....	p. 35
	7.4 Résultats économiques.....	p. 36
8	Viticulture (38 exploitations)	P. 37
	8.1 Le travail sur l'exploitation.....	p. 38
	8.2 La SAU.....	p. 39
	8.3 Analyse financière.....	p. 39
	8.4 Résultats économiques.....	p. 40
	Lexique.....	p. 41
	Les conseillers agriculture biologique des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire.....	p. 42
	Partenaires et contacts.....	p. 43



821 exploitations étudiées

MÉTHODOLOGIE

Pour cette édition 2020 des **revenus agricoles de l'agriculture biologique en Pays de la Loire**, 14 associations de gestion et de comptabilité ont apporté leur concours : le **réseau Accompagnement stratégie de la région**, le **réseau des CERFRANCE de la région**, les **AFOCG 49, 85 et 44**, **COMPTACOM GECAGRI**, la **COGEDIS**, le **CEGAO** et **UPTÉACONSEIL**.

L'étude est coordonnée par la **Chambre d'agriculture des Pays de la Loire** qui compile les comptabilités en garantissant l'anonymat des exploitations.

L'objectif est de déterminer des références économiques par grand système de production pour permettre aux agriculteurs biologiques de la région d'analyser leurs résultats, par rapport à ceux d'exploitations comparables.

Fin 2019, la région Pays de la Loire comptait 3 977 exploitations certifiées bio ou bien en conversion. L'étude présentée ici permet de rassembler 821 exploitations ayant terminé leur phase de conversion bio. Les raisons de cet écart sont nombreuses : différentiel entre le nombre d'exploitations ayant terminé leur conversion et les exploitations engagées en bio, exploitations qui ne sont pas 100 % en AB, absence de réalisation de comptabilité pour certaines petites structures, dispersion importante entre les centres de comptabilité, clôture comptable sur exercice partiel...

Toutes les comptabilités présentées dans cette étude ont une date de clôture entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020, et un exercice de 12 mois.

Pondération des résultats par UTA

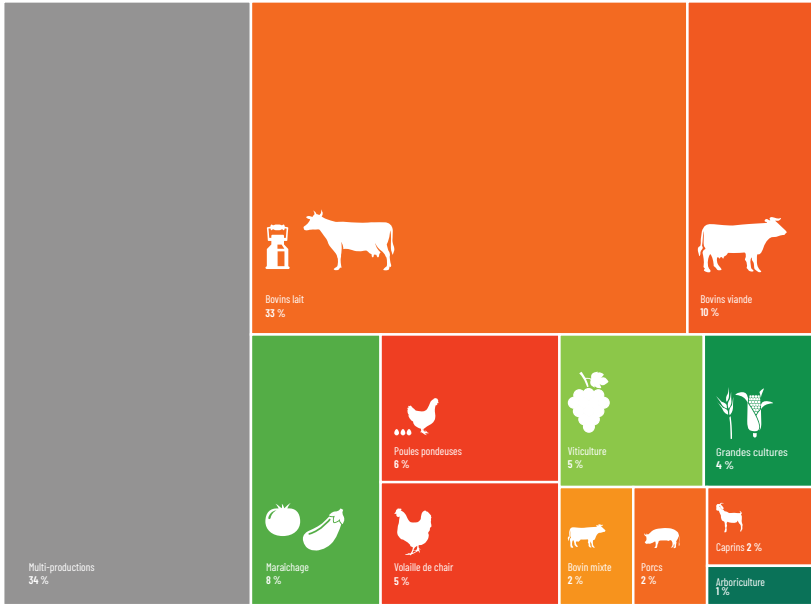
Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

	Nombre d'UTA
Chefs d'exploitation	1 par chef d'exploitation à temps plein (proratation si travail extérieur)
Associés exploitants (GAEC, EARL...)	1 par associé à temps plein (proratation si travail extérieur)
Conjoints collaborateurs à temps plein	0,5
Conjoints collaborateurs à temps partiel	0,25

Avertissement

D'une année à l'autre, les exploitations étudiées ne sont pas strictement les mêmes, de ce fait les comparaisons interannuelles sont délicates. Par ailleurs, la taille réduite de certains groupes (grandes cultures, volailles de chair) doit inciter à la plus grande prudence quant à la généralisation des résultats pour ces systèmes de production.

1.1 - Les productions

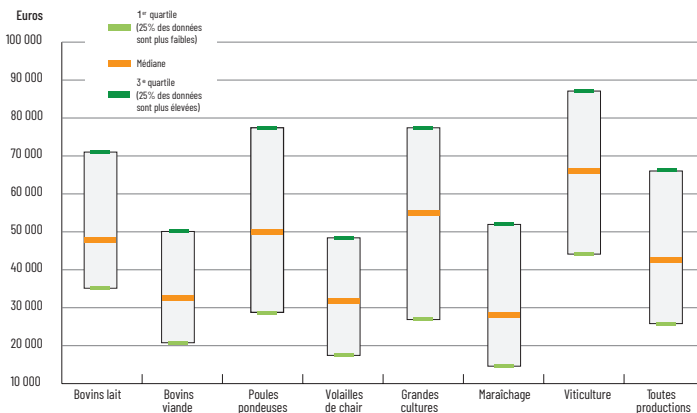


Dans l'échantillon étudié, les exploitations laitières sont surreprésentées (33 % de l'échantillon contre 19 % au niveau régional). La répartition des autres productions est en cohérence avec le profil des exploitations bio de la région (comparaison avec les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique des Pays de la Loire).

Le faible nombre d'exploitations en arboriculture, en production porcine et caprine ne nous permet pas d'établir de références.

1.2 - Evolution de l'EBE

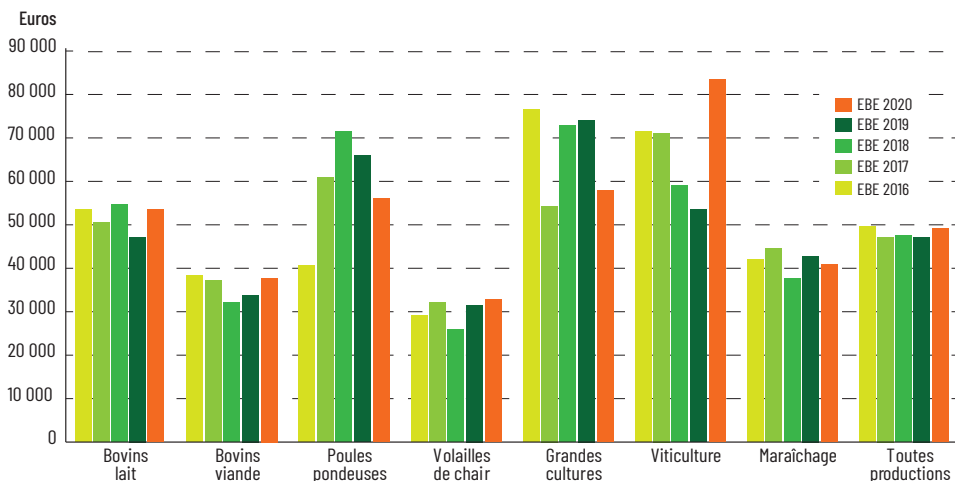
Dispersion de l'EBE par UTA autour de la médiane (2020)



La dispersion de l'EBE par UTA est forte en grandes cultures, poules pondeuses et viticulture. On observe aussi que pour ces 3 productions, les variations interannuelles de l'EBE sont importantes. Ces deux facteurs invitent à être vigilant lors de simulations s'appuyant sur la moyenne pour ces filières.

L'EBE moyen, toutes productions confondues, est stable depuis 5 ans. Il s'élève en 2020 à 49 044 €/UTA.

Cependant, les disparités sont fortes suivant les systèmes de production. Trois filières présentent régulièrement des EBE plus faibles : bovins viande, volailles de chair et maraîchage.



En élevage bovin lait, le niveau d'EBE est légèrement supérieur à la moyenne des EBE observés depuis 5 ans. Le produit brut moyen est en hausse, avec un volume de lait vendu/UTA plus élevé que les années précédentes.

En viande bovine, l'EBE est en augmentation et s'établit à 37 600 € (+ 3 200 €/ à l'année précédente). Le produit 2020 est stable. Les charges opérationnelles et de structure sont en baisse sur cet exercice, ce qui a permis d'améliorer le niveau de l'EBE. Il faut noter que l'EBE médian est par contre autour de 33 000 € : la moitié des éleveurs ont moins de 33 000 € d'EBE/UTA.

En poules pondeuses, l'EBE est en baisse pour la deuxième année consécutive. Pour 2020, la taille des élevages du groupe diminue de 15 % (- 1 000 places de poules pondeuses/UTA), cela entraîne mécaniquement une baisse du produit. Par ailleurs, les ratios charges opérationnelles/produit et charges de structure/produit augmentent légèrement sur cet exercice. L'EBE est donc impacté négativement.

En volaille de chair, l'EBE est stable et s'élève à 32 300 €/UTA.

En grandes cultures, l'EBE 2020 est en baisse de 17 000 € et s'établit à 57 600 €. Cette baisse s'explique en partie par une diminution de la taille des exploitations étudiées cette année, avec une SAU plus faible (- 8 ha en moyenne). Bien que la récolte 2020 de céréales à paille n'ait pas été très bonne, le produit par ha s'est maintenu. En parallèle les charges opérationnelles et de structure/ha ont augmenté ce qui a contribué aussi à dégrader l'efficacité économique des exploitations du groupe (ratio EBE/produit en baisse de 5 %).

En viticulture, après 2 exercices en repli, on observe une hausse importante de l'EBE. Cette augmentation est en lien avec la taille des exploitations du groupe (+ 4 ha de vignes/UTA en moyenne). L'efficacité économique augmente aussi avec un ratio EBE/produit en hausse de 5 % cette année.

En maraîchage, l'EBE se maintient autour de 40 000 €/UTA dans un contexte d'augmentation de la production et de la consommation de légumes bio.

1.3 - Le travail sur l'exploitation

Le travail sur l'exploitation

	Les 821 exploitations étudiées		Exploitations bio des Pays de la Loire*	Exploitations des Pays de la Loire**
	Total	Par exploitation		
Nombre d'entreprises	821		3 977	29 693
→ dont individuelles	261			
→ dont sociétés	560			
Nombre d'UTA	1 304	1,6	1,4	1,1
→ dont en société	1 018	1,8		
Nombre d'UTH	1 985	2,4		

*Source : Observatoire régional de l'agriculture biologique - Données 2019 - Exploitations bio et conversion.

** Source : Comptes de l'agriculture 2020 INSEE

1.4 - La SAU

La répartition du foncier

	Les 821 exploitations étudiées	Exploitations bio des Pays de la Loire	Exploitations des Pays de la Loire
	(/UTA)	Moyenne (ha)	Moyenne (ha)
Surface totale (ha)	55		
→ dont fermage	50,1		
→ dont propriété	4,9		
Surface agricole utile	54,4	41 ha par ETP familial	63 ha par ETP familial

Utilisation de la SAU

	Les 821 exploitations étudiées	Exploitations bio des Pays de la Loire	Exploitations bio des Pays de la Loire
	(% SAU)	Moyenne (% SAU)	Moyenne (% SAU)
Grandes cultures	22	25	38
Fourrages	74	69	57
Cultures spécialisées	2		
Plantations	2	} 6	} 5
Autres			

1.5 - Analyse financière

Bilan financier

Bilan (€)	Les 821 exploitations étudiées
Capital d'exploitation par UTA	266 830
Taux d'endettement	59 %
→ dont à court terme	15 %
Fonds de roulement en % des stocks	148
Annuités en % de l'EBE	52
EBE en % du capital	18

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

1.6 - Comparaison des systèmes

	Bovins Lait	Bovins Viande	Poules pondeuses	Volailles de chair
Nombre d'entreprises	241	73	47	36
Nombre d'UTA par exploitation	1,7	1,4	1,3	1,1
Nombre d'UTH par exploitation	2,2	1,5	1,5	1,3
SAU par UTA	62,1	86,9	24,5	26,7

Le résultat par UTA

Total (€)	25 993		17 892		23 078	10 708
	/ ha	% PB	/ ha	% PB	% PB	% PB
Produit brut	2 404	100	1 161	100	100	100
Charges opérationnelles	474	20	181	16	63	65
Charges directes	52	2	12	1	2	3
Marge brute globale	1 878	78	969	83	36	32
Excédent brut d'exploitation (EBE)	862	36	432	37	21	14
Résultat courant	419	17	206	18	9	5

Situation financière

Capital d'exploitation brut :				
→ Par UTA	270 091	265 277	308 982	210 337
→ Par UTH	213 634	248 497	269 186	188 067
→ Par Ha	4 349	3 052	12 613	7 881
Taux d'endettement	57 %	43 %	82 %	74 %
→ dont endettement CT	11 %	12 %	18 %	24 %
Trésorerie nette par UTA	23 338	12 607	- 2 315	- 9 235
Coût de l'endettement (frais financiers/dettes)	2 %	2 %	2 %	2 %
Annuités/EBE	51 %	48 %	58 %	62 %
Fonds de roulement/stocks	207 %	142 %	94 %	72 %
EBE en pourcentage du capital	20 %	14 %	18 %	15 %

Utilisation de l'EBE / UTA

EBE	53 546	37 581	56 114	32 294
Annuités	27 562	17 976	32 573	20 135

	Grandes Cultures	Viticulture	Maraichage	Les 821 exploitations
Nombre d'entreprises	28	38	61	821
Nombre d'UTA par exploitation	1,4	1,3	1,6	1,6
Nombre d'UTH par exploitation	1,8	4,7	4,1	2,4
SAU par UTA	92,1	18,3	13	54,4

Le résultat par UTA

Total (€)	28 943		53 299		24 457		23 674	
	/ ha	% PB	/ ha	% PB	/ ha	% PB	/ ha	% PB
Produit brut	2 299	100	15 557	100	10 567	100	3 159	100
Charges opérationnelles	472	21	543	3	1 588	15	888	28
Charges directes	80	3	2 739	18	1 388	13	134	4
Marge brute globale	1 748	76	12 274	79	7 592	72	2 137	68
Excédent brut d'exploitation (EBE)	625	27	4 522	29	3 125	30	901	29
Résultat courant	314	14	2 905	19	1 876	18	435	14

Situation financière

Capital d'exploitation brut :				
→ Par UTA	287 501	535 540	134 499	266 830
→ Par UTH	228 579	152 159	53 978	175 247
→ Par Ha	3 121	29 185	10 316	4 903
Taux d'endettement	64 %	53 %	56 %	59 %
→ dont endettement CT	24 %	18 %	15 %	15 %
Trésorerie nette par UTA	21 725	22 335	21 223	17 204
Coût de l'endettement (frais financiers/dettes)	1 %	1 %	2 %	2 %
Annuités/EBE	49 %	38 %	29 %	52 %
Fonds de roulement/stocks	146 %	110 %	253 %	148 %
EBE en pourcentage du capital	20 %	15 %	30 %	18 %

Utilisation de l'EBE / UTA

EBE	57 603	82 981	40 746	49 044
Annuités	28 246	31 315	11 617	25 734

1.7 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Les 821 exploitations étudiées Moyenne SAU = 54,4 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	171 910	3 159	100
(-) Charges opérationnelles	48 320	888	28
(-) Charges directes	7 293	134	4
MARGE GLOBALE	116 297	2 137	68
Foncier et bâtiment	9 675	178	5,5
Fermages et charges locatives	7 995		
Entretien	1 680		
Mécanisation	18 469	339	10,5
Carburants et lubrifiants	3 187		
Locations matériels et travaux par tiers	10 334		
Entretien, réparations petits matériels	4 948		
Main-d'œuvre	18 515	341	11
Main-d'œuvre permanente	10 331		
Charges sociales des exploitants	8 184		
Autres charges de structure	20 594	378	12
Eau, gaz, électricité	3 467		
Autres fournitures	5 044		
Assurances	4 021		
Honoraires	3 341		
Transports et déplacements	1 333		
Impôts et taxes	567		
Autres charges d'exploitation	2 821		
TOTAL charges de structure	67 253	1 236	39
Excédent brut d'exploitation (EBE)	49 044	901	29
Charges financières	2 662	49	2
Amortissements	23 774	437	14
Autres produits	1 064		
Résultat courant	23 672	435	14

Bovins lait (241 exploitations)

L'échantillon 2020 progresse en nombre grâce aux nouvelles conversions. Il comprend 241 élevages laitiers biologiques, 1/5 sont en individuel et 4/5 en sociétés.

Plus de lait vendu par élevage et par UTA

Les exercices comptables clôturés en 2020 sont à cheval sur deux années civiles. Ils prennent en compte une période plus favorable à la production de lait comprenant l'automne 2019 et le printemps 2020.

Le volume de lait vendu par élevage atteint 371 000 l de lait (+ 26 000 l). La main-d'œuvre moyenne par exploitation est stable avec 1,7 UTA (unités de travail exploitant hors salariés) et 2,2 UTH totaux par ferme. Le volume moyen de lait vendu par UTA est de 218 000 l (+15 000 l par rapport à 2019).

Plus d'élevages avec du maïs ensilage dans l'assolement

L'échantillon moyen conserve près de 90 % d'herbe dans l'assolement. Néanmoins, sur la période concernée, le nombre et la proportion d'élevages « tout herbe » diminue. Les assolements se diversifient du fait sans doute des nouvelles conversions. Le lait vendu atteint 5 320 l/vache et 3 940 l/ha de SFP. Ils progressent respectivement de 300 l de lait/VL et 200 l de lait par ha de SFP pour revenir au niveau de 2018.

L'EBE retrouve son niveau de 2018 soit 53 500 €/UTA.

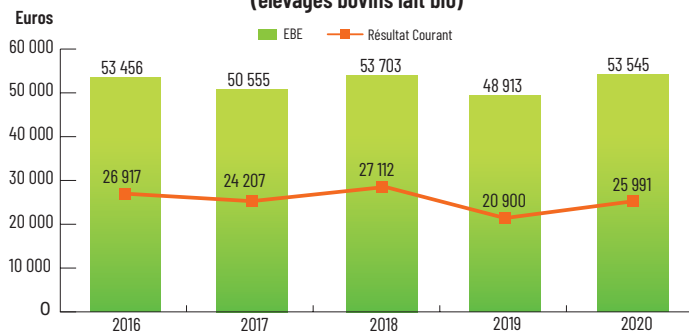
Le produit brut moyen progresse de 6 800 €/UTA et atteint 149 300 €/UTA.

L'efficacité économique des exploitations mesurée par le ratio EBE/produit brut atteint 36 % (+ 2 %).

Le résultat courant atteint 26 000 €/UTA.

Le résultat courant moyen progresse de 3 200 €/UTA par rapport à 2019. Tous les types de systèmes bios sont concernés. Néanmoins, le système bio « tout herbe » dégage un résultat courant de 18 900 €/UTA (+ 1 100 €/UTA). Le résultat y reste inférieur aux deux autres types de systèmes bio (26 900 €/UTA pour le système avec 10 % de maïs dans les SFP et 29 900 €/UTA pour le système avec plus de 15 % de maïs). Le résultat ne prend pas en compte le crédit d'impôt dont les éleveurs en agroécologie peuvent bénéficier.

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA
(élevages bovins lait bio)



Situer la vulnérabilité de son système et ses marges de manoeuvre dans un contexte moins stable

La sécheresse de 2019 avait engendré une diminution du résultat courant moyen d'environ 30 €/1000 l soit moins 6 000 €/UTA. L'année comptable 2020 confirme la résilience des systèmes laitiers bio qui, en 2020, avec un prix du lait stable retrouvent un résultat courant moyen équivalent à celui de 2018 et autour de 26 000 €/UTA. Néanmoins, derrière ces chiffres moyens, des écarts de rémunérations importants persistent entre les élevages. Jusqu'à 2020, avec un prix du lait stable, ces écarts étaient avant tout liés à la productivité de la main d'oeuvre et à la variabilité des coûts de production. Au niveau du coût de production, c'est toujours le coût du système d'alimentation, incluant le coût de mécanisation, qui fait la différence.

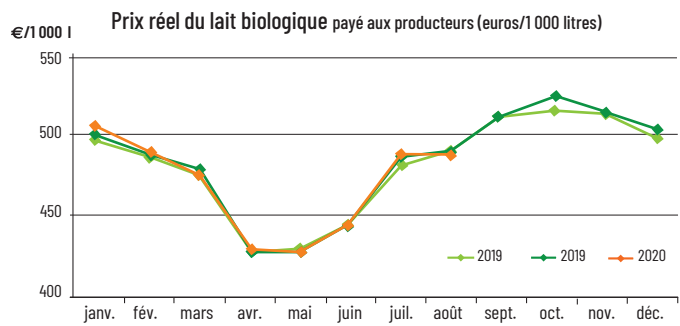
L'année 2021 en cours, se caractérise à la fois par une année climatique exceptionnellement bonne, mais aussi une envolée du cours des matières premières azotées et du carburant. Le déséquilibre entre l'offre et la demande de lait bio engendre des écarts importants de prix payé entre les élevages.

Ce dernier facteur va amplifier les écarts de rémunération observés quel que soit le type de système fourrager.

Les écarts de résultats technico-économiques observés entre élevages militent pour situer chaque élevage en termes de vulnérabilité ou robustesse. Les points de vigilance peuvent concerner la productivité et la quantité de travail, l'autonomie du système, son efficacité économique et l'endettement de l'exploitation. C'est sans doute une étape importante pour se projeter plus sereinement dans un contexte moins stable. Cette publication y contribue.

Jean-Claude HUCHON

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire



Source : FranceAgriMer

2.1- Le travail sur l'exploitation

Le travail sur l'exploitation

	Groupe lait					Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Total	Par exploitation	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Nombre d'entreprises	241		52	133	56	
→ dont individuelles	47		16	23	8	
→ dont sociétés	194		26	110	48	GAEC
Nombre d'UTA	419	1,7	1,7	1,7	1,9	2
→ dont en sociétés	368	1,9	1,9	1,8	2	0,3
Nombre d'UTH	530	2,2	1,9	2,1	2,6	2,3

2.2 - La SAU

La répartition du foncier (en ha)

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne par UTA	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Surface totale (ha)	62,9	54,6	63,5	68,2	59
→ dont fermage	59,5	50,7	59,6	66,3	59
→ dont propriété	3,4	3,9	3,9	1,9	0
Surface agricole utile	62,1	53,7	62,6	67,7	59

Utilisation de la SAU

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne (en %)	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Grandes cultures	12	13 %	9 %	15 %	13 %
Fourrages	88	87 %	91 %	85 %	87 %

2.3 - Les ateliers animaux

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
UGB/ha de SFP	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1
% Maïs fourrager/SFP	11	0	10	21	10
Nombre de vaches laitières/ UTA	41	34,6	40,5	47,4	41
Lait vendu/UTA	218 291	154 300	207 901	292 122	220 375
Lait vendu par vache	5 324	4 460	5 133	6 163	5 450

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

2.4 - Analyse financière

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Capital d'exploitation par UTA	270 091	207 195	254 718	353 637	270 001
Taux d'endettement	57 %	57 %	55 %	61 %	
→ dont court terme	11 %	11 %	11 %	12 %	
Fonds de roulement en % des stocks	207	243	229	166	
Annuités en % de l'EBE	51	50	49	56	47
EBE en % du capital	20	20	21	19	

Charges opérationnelles

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Charges de cultures (€/ha SAU)	94	63	91	122	106
→ dont engrais	24	22	24	27	
→ dont semences	69	41	66	94	
→ dont produits défense sanitaire	1	0	1	1	
Charges d'élevage (€/UGB)	276	205	255	359	262
→ dont aliments animaux SFP	167	106	149	239	142
→ dont produits + honoraires vétérinaires animaux SFP	30	25	30	32	32
→ dont travaux par tiers animaux	79	74	76	88	88
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	474	358	423	650	
Total charges directes (€/ha SAU)	52	35	46	75	

Coût de mécanisation

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	de 85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Total charges de mécanisation	392	360	366	464	495
→ dont carburant lubrifiant	60	45	55	79	68
→ dont entretien réparations	88	81	82	105	105
→ dont travaux par tiers et location de matériel	180	166	170	210	158
→ dont amortissements	64	68	59	70	164

2.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe lait										Cas type lait bio Pays de Loire 90 % d'herbe dans la SFP SAU = 59 ha €/UTA		
	Moyenne SAU = 62,1 ha		SFP 100 % herbe SAU = 63,7 ha		85 % à 97 % d'herbe dans la SFP SAU = 62,8 ha		Moins de 85 % d'herbe dans la SFP SAU = 67,7 ha		en %				
	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA		€/ha	en %
Produit brut	149 268	2 404	100	112 377	2 092	100	143 004	2 283	100	192 484	2 842	100	141 010
→ dont subventions exploitation	23 380	376	16	20 014	373	18	23 281	372	16	26 312	388	13,5	
(-) Charges opérationnelles	29 451	474	20	19 225	358	17	26 495	423	19	44 006	650	23	
(-) Charges directes	3 218	52	2	1 880	35	2	2 856	46	2	5 070	75	2,5	
MARGE GLOBALE	116 817	1 878	78	91 272	1 689	81	113 653	1 814	79	143 408	2 117	74,5	107 640
Foncier et bâtiment	10 079	162	7	9 767	152	7	9 767	156	7	12 301	182	6	8 080
Fermages et charges locales	8 274	132	6	8 969	163	7	8 001	121	4	9 778	143	5	
Entretien	1 805	28	1	1 183	22	1	1 676	26	1	2 592	37	1	
Mécanisation	20 421	329	13,5	15 597	290	14,5	19 248	307	13,5	28 813	395	14	19 785
Carburants et lubrifiants	3 711	59	2,5	2 412	45	1,2	3 447	54	1,5	5 322	73	2	
Locations matériels et travaux par tiers	11 213	181	7,5	8 959	144	6,5	10 613	161	7,2	14 311	197	6	
Entretien, réparations petits matériels	5 467	88	3,7	4 226	79	2,1	5 188	77	2,9	7 180	100	4	
Main-d'œuvre	14 330	231	9,5	10 649	198	8,5	14 259	228	10	17 453	258	9	14 133
Main-d'œuvre permanente	5 671	92	3,8	3 222	60	2,8	5 772	87	3,9	8 221	116	4	
Charges sociales des exploitants	8 459	139	5,7	7 427	138	6,7	8 487	121	7,4	9 232	132	5	
Autres charges de structure	18 242	294	12	16 210	302	14	17 614	281	12,5	21 217	313	11	14 553
Eau, gaz, électricité	3 776	61	2,5	3 538	65	2,4	3 522	53	2,3	4 509	63	2,3	
Autres fournitures	3 772	61	2,5	3 563	66	2,5	3 712	54	2,6	4 088	57	2,2	
Assurances	3 990	64	2,6	3 531	64	2,4	3 880	57	2,7	4 594	64	2,4	
Honoraires	2 806	45	1,8	2 481	45	1,7	2 762	40	1,8	3 162	44	1,6	
Transports et déplacements	788	13	0,5	722	13	0,5	682	10	0,4	1 045	14	0,5	
Impôts et taxes	471	8	0,3	326	6	0,2	510	7	0,3	503	7	0,3	
Autres charges d'exploitation	2 639	42	1,7	2 048	38	1,4	2 536	37	1,5	3 336	46	1,6	
TOTAL charges de structure	63 072	1 016	42	50 608	942	46	60 888	972	43	77 784	1 148	40	56 550
Excédent brut d'exploitation (EBE)	53 545	862	36	40 664	757	36	52 765	842	37	65 624	909	34	51 290
Charges financières	2 797	45	1,8	2 319	43	1,7	2 625	40	1,9	3 761	56	2	
Amortissements	28 039	449	18,5	20 710	387	18	24 840	387	17	32 848	485	17	24 672
Autres produits	1 282	21	0,8	1 315	24	0,9	1 456	20	0,9	883	12	0,4	
Résultat courant	25 981	419	17	18 980	352	17	26 856	429	19	28 898	441	16	27 248

2.6 - Marge brute

Marge brute lait bio en €/1 000 litres vendus Clôtures comptables 2020	
Produit €/1 000 l	539
Prix du lait €/1 000 l	482
Produit viande €/1 000 l	57
Charges €/1 000 l *	159
Charges alimentaires €/1 000 l	117
→ Coût de la SFP €/1 000 l	36
→ Achats fourrages, concentrés et minéraux €/1 000 l	48
→ Coût concentrés intra-consommés €/1 000 l	33
Frais d'élevage €/1 000 l	32
Frais vétérinaires €/1 000 l (Honoraires et achats médicaments)	10
Marge brute €/1 000 l	380

*Les achats de paille n'ont pas été comptabilisés dans les charges opérationnelles

Nombre de dossiers	98
Quantité de lait brut vendu	404 913
Effectif VL	77
Surface SFP (ha)	104
Chargement (UGB/ha de SFP)	1,11
Lait brut vendu par VL	5 268

Bovins viande (73 exploitations)

Le groupe comprend 73 exploitations spécialisées en viande bovine biologique dont 48 % sous forme individuelle. Ces élevages comptent 45 vaches allaitantes par Unité de travailleur agricole, ce qui correspond à un troupeau de 63 vaches par élevage. Avec 15 exploitations de moins qu'en 2019, l'échantillon d'élevages n'est pas constant d'une année sur l'autre, la comparaison est donc limitée. Cela ne reflète pas l'augmentation du nombre de cheptels allaitants passés en bio.

La surface est de 86,9 ha par UTA soit 120 ha par exploitation. La surface fourragère occupe 93 % de la SAU. Ce sont des systèmes herbagers avec 99 % de la SFP en prairie. Le chargement observé, de 1 UGB/ha de surface fourragère, est conforme à la moyenne de la région.

Ces exploitations valorisent plutôt des animaux vendus en vif notamment pour les mâles. Il serait cependant intéressant économiquement de valoriser plus d'animaux finis dans la filière bio (veaux sous la mère, boeufs jeunes).

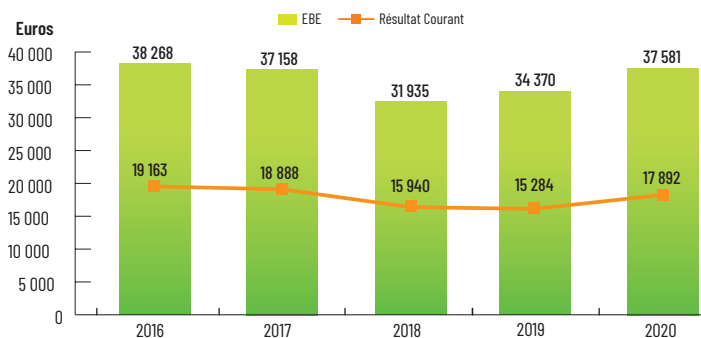
Des résultats économiques en hausse grâce à l'autonomie et la maîtrise des charges

L'EBE augmente de 9 % par rapport à 2019, il est de 37 851 €/UTA. Le produit brut/UTA est stable à 100 909 €. Il est de 1 161 €/ha de SAU. Le produit hors subventions par vache est de 1 465 €. Les charges opérationnelles sont très faibles et des charges de structure stables. Ces résultats sont très proches de ceux observés dans les réseaux d'élevages et coûts de production. L'EBE est de 841 € par vache. La part des aides représente 35 % du produit. L'EBE représente 14 % du capital contre 9 % pour les conventionnels.

Les charges de cultures sont très faibles avec peu d'engrais et pas de produits phytosanitaires.

Les concentrés achetés sont limités. Les charges d'élevage sont faibles mais en légère progression avec des achats de paille. La charge de mécanisation est le poste le plus important. Le résultat courant augmente et atteint 17 892 €/UTA. Ces exploitations ont un niveau d'annuités qui représente 48 % de l'EBE avec taux d'endettement de 43 %.

Evolution de l'EBE et du résultat courant par UTA
(élevages bovins viande bio)



CONTEXTE ET PERSPECTIVES

Les rendements de 2020 ont été affectés par la sécheresse de manière hétérogène. L'autonomie alimentaire est une condition de réussite. L'assolement doit être cohérent avec les besoins des animaux. La valorisation des animaux finis femelles est intéressante en raison des prix supérieurs au conventionnel. L'année 2020, se caractérise par un printemps qui a permis de remettre à niveau les stocks. La sécheresse intense de l'été 2020 et l'absence de pousse d'herbe à l'automne ont fortement entamé les stocks. Cela a contribué à une hausse des coûts de la paille. La situation est très hétérogène d'un territoire à l'autre. Heureusement, l'année fourragère 2021 est exceptionnelle.

Les prix des animaux finis 2020 sont dans la continuité des années passées et n'ont pas été affectés par le COVID. Pour les brouards, le contexte 2020 a perturbé les marchés ce qui

invite à la valorisation des mâles en bœufs. Les opérateurs de la filière encouragent financièrement les éleveurs à étaler la production sur toute l'année avec des compléments de prix incitatifs suivant les périodes de sortie des animaux. La grille de prix n'incite pas à l'alourdissement des poids de carcasse. Le cheptel bio a été multiplié par 3 depuis 2010, la capacité du marché à tout absorber peut être source d'inquiétude avec l'arrivée importante sur le marché des réformes laitières.

En 2021, le retour de l'aide au maintien va contribuer à soutenir les trésoreries et diminuer l'endettement court terme. Les aides demeurent importantes dans le revenu des élevages bovins viande bio. En ce qui concerne la demande, elle est plutôt favorable.

Christophe GROSBOIS - Jean-Marie GUERET

pour l'équipe du réseau Viande Chambre d'agriculture des Pays de la Loire et des Deux-Sèvres

3.1 - Le travail sur l'exploitation

	Groupe viande bovine		Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Total	Par exploitation	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
Nombre d'entreprises	73				
→ dont individuelles	35				
→ dont sociétés	38				
Nombre d'UTA	101	1,4	1	1	1
→ dont en sociétés	63	1,7			
Nombre d'UTH	108	1,5	1	1	1

3.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Groupe viande bovine		Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne par UTA		Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
Surface totale (ha)	86,7		91	85	100
→ dont fermage	76,4		91	85	100
→ dont propriété	10,3		0	0	0
Surface agricole utile	86,9		91	85	100

Utilisation de la SAU

	Groupe viande bovine		Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne (en %)		Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
Grandes cultures	7		11 %	12 %	8 %
Fourrages	93		89 %	88 %	92 %

3.3 - Les ateliers animaux

	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
UGB/ha de SFP	1,0	1,19	1,12	1,15
% Maïs fourrager/SFP	1	0	0	0
Nombre de vaches allaitantes	45	63	54	49

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

3.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
Capital d'exploitation par UTA	265 277	310 802	314 700	371 935
Taux d'endettement	43 %	50 %	50 %	50 %
→ dont court terme	12 %			
Fonds de roulement en % des stocks	142			
Annuités en % de l'EBE	48	36	35	39
EBE en % du capital	14	16	15	17

Charges opérationnelles

	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engraisseur de bœufs
Charges de cultures (€/ha SAU)	30	66	66	66
→ dont engrais	11	12	12	12
→ dont semences	19	54	54	54
→ dont produits défense sanitaire	0	0	0	0
Charges d'élevage (€/UGB)	104	123	118	113
→ dont achat aliments animaux et paille	25	65	43	67
→ dont produits + honoraires vétérinaires animaux SFP	24	30	35	26
→ dont travaux par tiers animaux	55	28	40	20
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	181	129	114	118
Total charges directes (€/ha SAU)	12	0	0	0

Les charges directes sont les frais de récolte, main-d'œuvre, fourniture et assurances spécifiques à la production

Coût de mécanisation

	Groupe viande bovine Moyenne
Total (€/ha SAU)	202
→ dont carburant lubrifiant	38
→ dont entretien réparations	44
→ dont travaux par tiers et location de matériel	73
→ dont amortissements	47

3.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe viande bovine Moyenne SAU = 86,9 ha			Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	€/UTA	€/ha	en %	Naisseur €/UTA	Veaux sous la mère €/UTA	Naisseur engraisseur de bœufs €/UTA
Produit brut	100 909	1 161	100	108 551	108 991	118 435
→ dont subventions exploitation	34 968	402	35	29 189	29 883	29 264
(-) Charges opérationnelles	15 690	181	16	25 433	21 227	24 938
(-) Charges directes	1 012	12	1			
MARGE GLOBALE	84 207	969	83	83 118	87 764	93 497
Foncier et bâtiment	11 294	130	11	14 489	11 967	14 079
Fermages et charges locatives	9 980					
Entretien	1 314					
Mécanisation	13 502	155	13,5	16 307	17 228	17 032
Carburants et lubrifiants	3 325					
Locations matériels et travaux par tiers	6 323					
Entretien, réparations petits matériels	3 854					
Main-d'œuvre	7 381	85	7	6 236	7 169	7 307
Main-d'œuvre permanente	1 454					
Charges sociales des exploitants	5 927					
Autres charges de structure	14 449	166	14,5	10 234	10 057	10 405
Eau, gaz, électricité	1 536					
Autres fournitures	3 343					
Assurances	3 310					
Honoraires	2 715					
Transports et déplacements	957					
Impôts et taxes	360					
Autres charges d'exploitation	2 228					
TOTAL charges de structure	46 626	536	46	47 266	46 421	48 823
Excédent brut d'exploitation (EBE)	37 581	432	37	37 477	40 835	43 179
Charges financières	1 792	21	2	1 238	1 283	1 521
Amortissements	17 561	202	17	17 400	18 160	19 852
Autres produits	336					
Résultat courant	17 892	206	18	18 839	21 392	21 806

Poules pondeuses (47 exploitations)

Le groupe «Volailles pondeuses» est constitué de 47 exploitations spécialisées en poules de ponte. L'échantillon comprend 32 entreprises sous forme sociétaire et 15 entreprises individuelles. Elles emploient 72 UTH (Unité de travailleur humain), soit en moyenne 1,5 UTH par élevage. Elles exploitent en moyenne 25,4 ha de SAU (Surface agricole utile) par UTA (Unité de travail agricole).

Regard sur les résultats

L'atelier volailles compte en moyenne 6 603 poules pondeuses par UTA. La taille des élevages est très

hétérogène et varie de 1 050 à 28 337 poules.

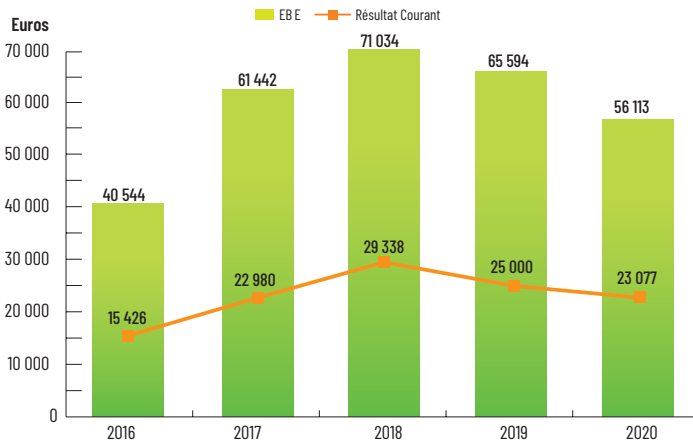
Les entreprises présentent un capital d'exploitation de 308 982 €/UTA, et un taux moyen d'endettement de 82 %.

Parmi les charges opérationnelles d'élevage, le poste aliment représente à lui seul 59 % du produit brut (+ 1 % par rapport à l'année dernière).

Les élevages de ce groupe dégagent un EBE (Excédent brut d'exploitation) moyen de 56 113 €/UTA.

Après amortissements et frais financiers, le résultat courant s'établit à 23 077 €/UTA.

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA
(poules pondeuses bio)



Au niveau national, le nombre d'élevages est en augmentation importante depuis 2018. Selon les chiffres de l'Agence Bio, entre 2019 et 2020, le nombre de poules bio mises en place augmente de + 13 %, soit 8,8 millions de poules pour 2 434 exploitations.

Les grands enjeux de la filière pouleuse bio dans les années à venir sont multiples :

- Passage à une alimentation 100 % bio d'ici le 1^{er} janvier 2022 (dérogation actuelle pour introduire 5 % de matières premières riches en protéines non bio). Cette décision est décalée à 2027 pour les jeunes volailles. Cela va entraîner une augmentation des prix de revient des œufs bio.
- Arrêt de la prise en compte des jardins d'hiver pour le calcul de la densité intérieure, à moins qu'ils soient transformés en partie de bâtiment.
- Adaptation des exploitations de poulettes avec l'accès au parcours (période de transition possible pour les ateliers déjà

certifiés bio au 1^{er} janvier 2022, sous certaines conditions).

- Fin de l'élimination des poussins mâles : augmentation des coûts de production de l'ensemble de la filière œufs, en plus de l'augmentation générale des matières premières.

Tendance du marché :

L'année 2020 a été marquée par une consommation très forte d'œufs par les ménages lors des confinements. En 2021 la consommation d'œufs a fortement ralenti. Entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2021, les ventes d'œufs bio reculent de 6,3 % par rapport à 2020 (étude Kantar Worldpanel). Cumulée avec la mise en place de nouveaux élevages qui s'est poursuivie en 2020, cette situation entraîne actuellement un engorgement du marché des œufs bio. Cette situation préoccupe fortement la filière qui met en place des mesures pour réguler la surproduction actuelle : abattage précoce, allongement des vides sanitaires...

Année	Poules bio mises en place (France)	Evol. / n-1	Nombre exploitations	Evol. / n-1
2016	4,37 millions	+ 12,3 %	1 666	+ 8 %
2017	4,99 millions	+ 14,3 %	1 781	+ 7 %
2018	6,56 millions	+ 31,3 %	2 027	+ 14 %
2019	7,73 millions	+ 17,8 %	2 276	+ 12 %
2020	8,76 millions	+ 13,2 %	2 434	+ 6,9 %

Alexandra SIGUST

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

4.1 - Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	47	
→ dont individuelles	15	
→ dont sociétés	32	
Nombre d'UTA	62	1,3
→ dont en société	46	1,4
Nombre d'UTH	72	1,5

4.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	25,4
→ dont fermage	20,4
→ dont propriété	5
Surface agricole utile	24,5

Utilisation de la SAU

	Moyenne (en %)
Grandes cultures	46
Fourrages	54

4.3 - Les ateliers animaux

	Moyenne
Nombre de poules pondeuses/UTA	6 603

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

4.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	308 982
Taux d'endettement	82 %
→ dont court terme	18 %
Fonds de roulement en % des stocks	94
Annuités en % de l'EBE	58
EBE en % du capital	18

Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	117
→ dont engrais	24
→ dont semences	89
→ dont produits défense sanitaire	4
Charges d'élevage (% du PB)	
→ dont aliments volailles	59
→ dont produits et honoraires vétérinaires volailles	1
→ dont travaux par tiers animaux	3
Taxe sur les produits (% du PB)	0,5
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	6 928
Total charges directes (€/ha SAU)	165

Coût de mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	428
→ dont carburant lubrifiant	44
→ dont entretien réparations	82
→ dont travaux par tiers et location de matériel	152
→ dont amortissements	150

4.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Moyenne	
	€/UTA	en %
Produit brut	267 269	100
→ dont subventions exploitation	9 254	3
(-) Charges opérationnelles	167 237	63
(-) Charges directes	4 031	2
MARGE GLOBALE	96 001	36
Foncier et bâtiment	5 435	2
Fermages et charges locatives	4 086	
Entretien	1 349	
Mécanisation	6 423	2,5
Carburants et lubrifiants	1 076	
Locations matériels et travaux par tiers	3 720	
Entretien, réparations petits matériels	1 627	
Main-d'œuvre	8 739	3,5
Main-d'œuvre permanente	2 382	
Charges sociales des exploitants	6 357	
Autres charges de structure	19 291	7
Eau, gaz, électricité	3 084	
Autres fournitures	5 622	
Assurances	3 897	
Honoraires	2 866	
Transports et déplacements	770	
Impôts et taxes	756	
Autres charges d'exploitation	2 296	
TOTAL charges de structure	39 888	15
Excédent brut d'exploitation (EBE)	56 113	21
Charges financières	4 518	1,5
Amortissements	28 434	10,5
Autres charges	84	
Résultat courant	23 077	9

Volailles de chair (36 exploitations)

Le groupe comprend 36 exploitations spécialisées, dont 20 sous forme sociétaire. Elles emploient 1,3 UTH en moyenne par exploitation.

La taille moyenne des ateliers volailles est de 971 m²/UTA, soit 1 070 m² par élevage.

5 élevages ont une surface de bâtiment comprise entre 300 et 400 m², 17 entre 800 et 1 200 m², les 14 autres ont une surface de bâtiment de 1200 à 1 800 m².

La SAU moyenne est de 26,7 ha/UTA.

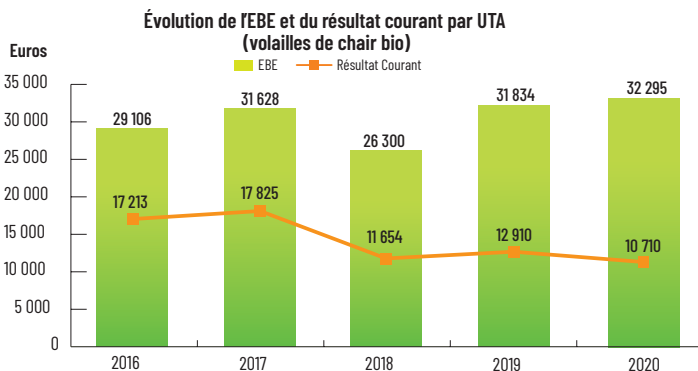
Le produit brut annuel des élevages atteint 227 828 €/UTA, soit une baisse de 19 215 €/UTA par rapport à l'année précédente. Cette diminution du produit s'explique par la baisse de surface des bâtiments/UTA de l'échantillon.

Parmi les charges opérationnelles d'élevage, le poste aliment représente à lui seul 59 % du produit brut.

Les aviculteurs du groupe «volailles de chair bio» ont dégagé en 2020 un EBE moyen de 32 295 €/UTA. Après amortissements et frais financiers, le résultat courant moyen s'établit à 10 710 €/UTA.

Regard sur les résultats

Les entreprises détiennent un capital d'exploitation de 210 337 € en moyenne par UTA avec un endettement de 74 %.



Au niveau national, selon les chiffres de l'Agence Bio, en 2020, le nombre de poulets bio mis en place est de 14 millions sur 1 026 exploitations, soit une baisse du nombre d'exploitation de 2 %. Cependant, le cheptel se maintient, (+ 0,7 % des effectifs de poulets par rapport à 2019). Ces chiffres montrent une augmentation de la taille de certains élevages.

Afin de répondre au mieux à la demande des consommateurs, une évolution des types de production est observée sur l'année 2020. Les mises en place ont augmenté de 3 % pour les poulets et de 7 % pour les dindes pour la découpe (chiffres Synalaf évolution des mises en place 2020/2019).

La nouvelle réglementation va nécessiter des aménagements dans certaines exploitations, notamment concernant la distance maximale par rapport au fond des parcours, les perchoirs... Des périodes de transition sont possibles pour les ateliers déjà certifiés bio au 1^{er} janvier 2022.

Au cours du début d'année 2021, la consommation de viande de volaille diminue de 7,5 %. La volaille bio suit cette tendance. Les différents opérateurs témoignent d'un déclin des ventes et craignent un engorgement du marché (source Synalaf). Certaines bandes de volailles de chair sont repassées en label pour réguler le marché.

Année	Poulets bio mis en place (France)	Evol. / n-1 (en %)	Nombre exploitations	Evol. / n-1 (en %)
2015	8,6 millions	+ 3	759	+ 2
2016	9,7 millions	+ 12,6	794	+ 5
2017	11,3 millions	+ 17	882	+ 11
2018	12,1 millions	+ 13,6	961	+ 9
2019	14 millions	+ 9,7	1 050	+ 9
2020	14,2 millions	+ 0,7	1 026	-2

Alexandra SIGUST,
Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

5.1 - Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	36	
→ dont individuelles	16	
→ dont sociétés	20	
Nombre d'UTA	40	1,1
→ dont en sociétés	24	1,2
Nombre d'UTH	45	1,3

5.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	27,3
→ dont fermage	22,8
→ dont propriété	4,5
Surface agricole utile	26,7

Utilisation de la SAU

	Moyenne (en %)
Grandes cultures	46
Fourrages	54

5.3 - Les ateliers animaux

	Moyenne
Nombre de m ² par UTA	971

5.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	210 337
Taux d'endettement	74 %
→ dont court terme	24 %
Fonds de roulement en % des stocks	72
Annuités en % de l'EBE	62
EBE en % du capital	15

Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	137
→ dont engrais	30
→ dont semences	105
→ dont produits défense sanitaire	3
Charges d'élevage (% du PB)	
→ dont aliments volailles	59
→ dont produits et honoraires vétérinaires volailles	1
→ dont travaux par tiers animaux	5
Taxe sur les produits (% du PB)	0,1
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	5 627
Total charges directes (€/ha SAU)	228

Coût de mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	429
→ dont carburant lubrifiant	59
→ dont entretien réparations	95
→ dont travaux par tiers et location de matériel	186
Amortissements	89

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

5.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Moyenne	
	€/UTA	en %
Produit brut	227 828	100
→ dont subventions exploitation	11 957	5
(-) Charges opérationnelles	148 220	65
(-) Charges directes	6 074	3
MARGE GLOBALE	73 534	32
Foncier et bâtiment	6 230	3
Fermages et charges locatives	4 403	
Entretien	1 827	
Mécanisation	9 305	4
Carburants et lubrifiants	1 575	
Locations matériels et travaux par tiers	4 976	
Entretien, réparations petits matériels	2 754	
Main-d'œuvre	8 730	4
Main-d'œuvre permanente	2 263	
Charges sociales des exploitants	6 467	
Autres charges de structure	16 974	7
Eau, gaz, électricité	2 031	
Autres fournitures	4 264	
Assurances	3 732	
Honoraires	3 202	
Transports et déplacements	480	
Impôts et taxes	749	
Autres charges d'exploitation	2 516	
TOTAL charges de structure	41 239	18
Excédent brut d'exploitation (EBE)	32 295	14
Charges financières	2 603	1
Amortissements	20 163	9
Autres produits	1 181	
Résultat courant	10 710	5

Grandes cultures (28 exploitations)

Le groupe comprend 28 entreprises dont 21 sous forme sociétaire.

Une exploitation moyenne équivaut à 1,4 UTA et au total 1,8 UTH pour 92,1 ha de SAU.

Comme les années précédentes, la taille réduite du groupe, la variabilité de l'échantillon, et des dates de clôture comptable différentes (16 clôturent avant juillet 2020, 3 entre août et octobre 2020 et 9 fin 2020) doivent inciter à la plus grande prudence quant à la généralisation des résultats sur ce système de production.

Dans l'échantillon de cette année, 14 exploitations avec une équivalence de 11 % de la SAU totale analysée ont des productions autres que les céréales, et oléo-protéagineux. 3 exploitations ont de la production de légumes de plein champs et 11 exploitations des semences.

Contexte culturel : (les clôtures comptables concernent pour plus de la moitié la campagne 2019 (57 %), et pour l'autre la campagne 2020)

Pour la campagne 2019, l'implantation des cultures d'automne s'est réalisée dans de bonnes conditions, avec un automne doux et relativement sec, permettant un bon enracinement. La pression maladie a été très faible au printemps. Les rendements sont globalement très bons. Ce fut une année exceptionnelle pour les protéagineux (pois protéagineux notamment). Pour les cultures de printemps, le climat sec a permis des désherbages en bonnes conditions.

Pour 2020, la campagne a été marquée par un automne 2019 très arrosé, impactant fortement à la baisse la surface de céréales semées, et globalement le rendement de celles-ci. Le report s'est fait en partie sur des céréales de printemps semées jusqu'au mois

d'avril chez certains. Quant aux cultures d'été, elles ont souffert d'un mois de juillet très chaud et sec. Les semis plus tardifs de mai ont pu profiter cependant des pluies du mois d'août.

Analyse économique

En moyenne, les exploitations du groupe ont une situation financière saine. Le fonds de roulement couvre largement les stocks.

Le capital d'exploitation par UTA à 287 501 € est supérieur de 5 % aux exploitations conventionnelles avec la même orientation. Les charges opérationnelles du groupe étudié sont pour plus de la moitié associées au coût des semences (58 %) puis au coût de la fertilisation (37 %) et au coût des traitements (4 %). Ces postes varient fortement en fonction de la part de cultures de printemps (maïs notamment plus coûteux en semences et fertilisation que les cultures d'automne).

Le coût de mécanisation de 501 € par hectare est pour 68 % associé aux travaux par tiers.

Le produit brut par hectare, hors subventions et aides compensatoires est de 1 957 €. L'excédent brut d'exploitation est de 57 603 €/UTA. Le ratio EBE/produit brut est de 27 %. Les annuités sont de 28 225 € soit 49 % de l'EBE. Une fois ces dernières remboursées, il reste un solde de 29 337 €/UTA pour prélever, autofinancer les investissements et conforter la trésorerie. Le résultat courant est de 28 943 €/UTA.



Les prix des cultures bio sont restés globalement stables sur les dernières campagnes. Avec les récentes conversions, les volumes de blé bio produits en France permettent de se rapprocher des attentes des filières meunerie et nutrition animale. La baisse des rendements 2020 permet de garder l'équilibre. Il en est de même pour le maïs grain (alimentation animale) où l'offre risque de dépasser la demande, pouvant à court terme entraîner une baisse des prix du maïs.

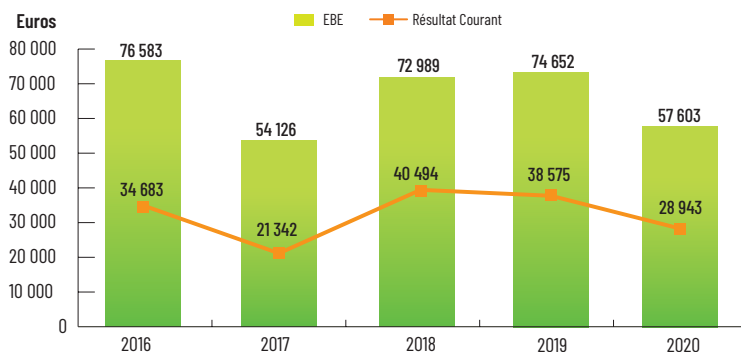
Les filières oléagineuses sont en forte demande, notamment sur

le colza, qui a passé la barre des 1 000 €/t (source : La Dépêche du Petit Meunier).

Concernant les protéagineux, la demande est très importante en soja bio français à destination de l'alimentation animale. Bien que des variétés de soja plus adaptées au contexte ligérien apparaissent, l'autonomie de la France demeure faible dans ce domaine. Du côté des protéagineux « classiques » de type pois et féverole la demande est aléatoire.

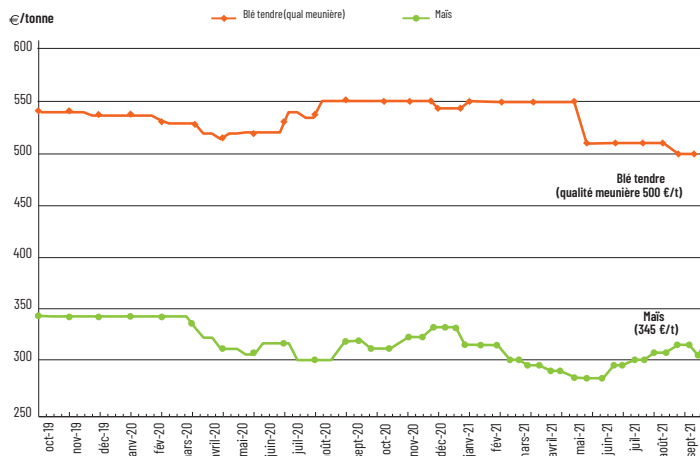
Stéphane HANQUEZ, Florence LETAILLEUR
Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (grandes cultures bio)



Cours des céréales biologiques

(Source : La dépêche commerciale et agricole)



Prix départ France (organisme stockeur et non culture), stade de gros, pour environ 5 t.

Pour obtenir les prix en culture, déduire des cotations les taxes à la charge du producteur et 45 €/t (marge du collecteur et frais de collecte/stockage).

6.1 - Le travail sur l'exploitation

	Groupe grandes cultures	
	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	28	
→ dont individuelles	7	
→ dont sociétés	21	
Nombre d'UTA	40	1,4
→ dont en sociétés	34	1,6
Nombre d'UTH	51	1,8

6.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Groupe grandes cultures
	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	92,6
→ dont fermage	79,2
→ dont propriété	13,4
SAU	92,1

Utilisation de la SAU

	Groupe grandes cultures
	Moyenne (en %)
Grandes cultures	76
Fourrages	13
Cultures spécialisées	11

6.3 - Analyse financière

	Groupe grandes cultures
Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	287 501
Taux d'endettement	64 %
→ dont court terme	24 %
Fonds de roulement en % des stocks	146
Annuités en % de l'EBE	49
EBE en % du capital	20

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

Charges opérationnelles

	Groupe grandes cultures
	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	436
→ dont engrais	163
→ dont semences	255
→ dont produits défense sanitaire	18

Coût de mécanisation

	Groupe grandes cultures
	Moyenne
Total (€/ha SAU)	501
→ dont carburant lubrifiant	73
→ dont entretien réparations	76
→ dont travaux par tiers et location de matériel	344
→ dont amortissements	8

6.4 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe grandes cultures Moyenne SAU = 92,1 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	211 821	2 299	100
→ dont subventions exploitation	31 542	342	15
Produit brut grandes cultures (hors subventions et animaux)		1 957	
(-) Charges opérationnelles	43 486	472	21
(-) Charges directes	7 357	80	3
MARGE GLOBALE	160 978	1 748	76
Foncier et bâtiment	16 488	179	8
Fermages et charges locatives	14 989		
Entretien	1 499		
Mécanisation	44 140	479	21
Carburants et lubrifiants	6 742		
Locations matériels et travaux par tiers	31 682		
Entretien, réparations petits matériels	5 716		
Main-d'œuvre	17 061	185	8
Main-d'œuvre permanente	5 345		
Charges sociales des exploitants	11 716		
Autres charges de structure	25 686	279	12
Eau, gaz, électricité	8 898		
Assurances	8 444		
Honoraires	3 071		
Transports et déplacements	869		
Impôts et taxes	786		
Autres charges d'exploitation	3 618		
TOTAL charges de structure	103 375	1 122	49
Excédent brut d'exploitation (EBE)	57 603	625	27
Charges financières	2 288		1
Amortissements	29 862		14
Autres charges	3 490		
Résultat courant	28 943	314	14

Maraîchage (61 exploitations)

Le groupe comprend 61 exploitations dont 63 % sous forme sociétaire. Une exploitation moyenne équivaut à 1,6 UTA et au total 4,1 UTH.

A noter un groupe spécifique avec les exploitations pratiquant majoritairement la vente en circuits courts (51 exploitations), ce qui est caractéristique des exploitations maraîchères de la région.

La taille, la diversité des modes de commercialisation et des résultats à l'intérieur du groupe doit inciter à la prudence quant aux généralisations sur ce système de production.

Analyse financière

Le capital par UTA des exploitations du groupe est en augmentation à 134 499 € (109 847 € en 2019). Néanmoins, les besoins en capitaux des exploitations maraîchères demeurent plus faibles que ceux de l'ensemble des exploitations bio (266 830 €). Elles ont un endettement moindre (56 % contre 59 %) avec une situation de trésorerie positive due à l'orientation de la commercialisation en vente directe. Les exploitations en circuits courts ont moins de capital d'exploitation par UTA (105 364 €).

Résultats économiques

Le produit brut par UTA est de 137 775 € pour 13 ha de SAU. La surface en maraîchage et cultures spécialisées représente 28 % de la sole et le produit brut par ha est de 10 567 €, ce qui traduit bien le caractère spécialisé des exploitations du groupe. Les charges opérationnelles et directes d'un montant de 38 795 € représentent 28 % du produit brut.

Sans la main-d'œuvre temporaire, ces charges se situent à 23 456 € soit 17 % du produit brut dont plus de la moitié en semences et plants (14 091 € pour 10 % du produit).

Les charges de structures (avant amortissements et charges financières) sont à 58 234 € soit 42 % du produit.

A noter que la charge de main-d'œuvre salariée (temporaire et permanente) est le poste de charge le plus important des exploitations du groupe étudié (22 % du produit) mais avec une baisse significative au regard des confinements et des difficultés de recrutement.

L'excédent brut moyen est à 40 746 €/UTA. Une fois remboursées les annuités de 15 404 € et après intégration des pertes et profits exceptionnels, il reste un solde de 25 342 €/UTA pour prélever, autofinancer et conforter la trésorerie.

Le ratio EBE/produit brut à 30 % est plutôt faible compte tenu de la dominante circuits courts du groupe.

Le résultat courant par UTA se situe à 24 457 € pour 18 % du produit.

Les résultats comptables du groupe en circuits courts sont inférieurs de 10 % par rapport à la moyenne du groupe maraîchage, alors qu'ils étaient inférieurs de 20 % en 2019. Ce résultat est le fruit du bouleversement des modes de commercialisations suites aux différents confinements (fort développement de la vente directe pour les petites structures et des volumes en baisse pour les structures en circuit long faute de main d'œuvre).



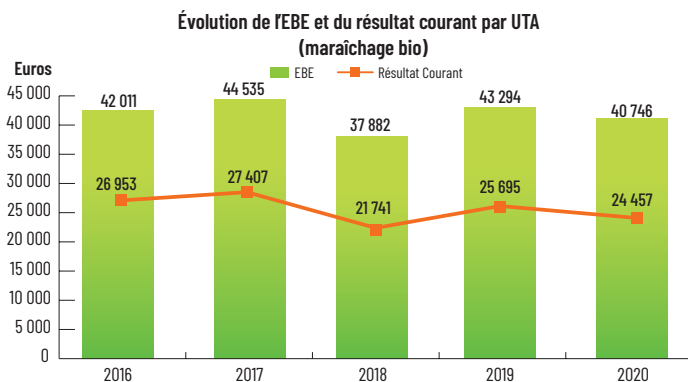
Comme pour tous les systèmes de production, l'année 2020 est une année atypique. La pandémie a entraîné une fermeture des marchés de plein vent sur le mois de mars, un repli de toutes les productions destinée à la RHD vers le marché du frais. Pour autant, la fin de campagne de légumes d'hiver s'est très bien passée, les importations étant elles aussi limitées, les prix sur le marché de gros se sont maintenus à des niveaux plutôt élevés. Les conditions climatiques étaient propices à une belle production des cultures primeurs. Les exploitations en vente directe ont pour la plupart réorganisé leur vente vers de la vente à la ferme ou en panier.

Les productions estivales ont été correctes, sans problématique notable. Par contre, l'absence nette de tourisme, le ralentissement économique et la réouverture des frontières pour les produits frais ont pénalisé le marché.

L'automne qui a suivi a été pluvieux, doux jusqu'en fin d'année ou presque, sans gelée. Les productions ont été de qualité correcte.

La dynamique de consommation s'est par contre ralentie sur le dernier trimestre 2020 et le début 2021.

Guillaume JOUANNEAU et Maëlle DEPRIESTER
Chambre d'agriculture des Pays de la Loire



7.1 Le travail sur l'exploitation

	Groupe maraîchage			
	Ensemble du groupe		Circuits courts	
Nombre d'entreprises	61		51	
→ dont individuelles	22		22	
→ dont sociétés	39		29	
	Total	Par exploitation	Total	Par exploitation
Nombre d'UTA	100	1,6	80	1,6
→ dont en société	73	1,9	54	1,9
Nombre d'UTH	249	4,1	175	3,4

7.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Groupe maraîchage	
	Moyenne (par UTA)	Circuits courts (par UTA)
Surface totale (ha)	13,3	12,4
→ dont fermage	11,4	10,1
→ dont propriété	1,9	2,3
SAU	13	12,1

Utilisation de la SAU

	Groupe maraîchage	
	Moyenne (en %)	Circuits courts (en %)
Grandes cultures	9	5
Fourrages	63	73
Maraîchage et cultures spécialisées	28	22

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps

7.3 - Analyse financière

Bilan (€)	Groupe maraîchage	
	Moyenne	Circuits courts
Capital d'exploitation par UTA	134 499	105 364
Capital d'exploitation par ha	10 316	8 719
Capital d'exploitation par UTH	53 978	48 407
Taux d'endettement	56 %	48 %
→ dont court terme	15 %	14 %
Fonds de roulement en % des stocks	253	250
Annuités en % de l'EBE	29	25
Trésorerie nette	21 223	18 191
EBE en % du capital	30	31

7.4 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe maraîchage					
	Moyenne SAU = 13 ha			Circuits courts SAU = 12,1 ha		
	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	137 775	10 567	100	106 341	8 800	100
→ dont subventions exploitation	5 303	407	4	5 096	422	5
(-) Charges opérationnelles et directes	38 795	2 975	28	26 780	2 216	25
Engrais	3 490	268	2,5	2 255	187	2
Semences et plants	14 091	1 081	10	11 184	926	11
Produits de défense sanitaire	718	55	1	501	41	0,5
Emballages	2 271	174	1,5	848	70	0,5
Main-d'œuvre temporaire	15 339	1 176	11	9 922	820	9
Autres charges directes et opérationnelles	2 886	221	2	2 070	172	2
MARGE GLOBALE	98 980	7 592	72	79 561	6 584	75
Foncier et bâtiment	2 710	208	2	2 060	170	2
Fermages et charges locatives	2 070			1 587		
Entretien	640			473		
Mécanisation	6 422	493	5	3 944	326	4
Carburants et lubrifiants	1 451			813		
Locations matériels et travaux par tiers	1 411			1 051		
Entretien, réparations petits matériels	3 560			2 080		
Main-d'œuvre	30 825	2 363	22	25 931	2 147	24
Main-d'œuvre permanente	22 515			19 106		
Charges sociales des exploitants	8 310			6 825		
Autres charges de structure	18 277	1 402	13	14 469	1 197	14
Eau, gaz, électricité	2 103			1 444		
Autres fournitures	6 370			5 117		
Assurances	1 872			1 713		
Honoraires	3 601			2 837		
Transports et déplacements	1 330			549		
Impôts et taxes	672			651		
Autres charges d'exploitation	2 329			2 158		
TOTAL charges de structure	58 234	4 466	42	46 404	3 840	44
Excédent brut d'exploitation (EBE)	40 746	3 125	30	33 157	2 744	31
Charges financières	1 306	100	1	973	81	1
Amortissements	15 404	1 181	11	10 780	892	10
Autres charges	421			584		
Résultat courant	24 457	1 876	18	21 988	1 820	21

Viticulture (38 exploitations)

L'effectif du groupe comprend 38 exploitations, dont 23 en société (61 %), réparties sur l'ensemble des appellations présentes dans la région : Jasnières, Fiefs Vendéens, Anjou-Saumur et vignoble Nantais.

Les plantations représentent 86 % de la SAU.

Les résultats sont basés sur la vendange 2019 ou 2020 (selon la date de clôture) et les ventes réalisées sur l'exercice 2019-2020.

L'échantillon présenté ici est très hétérogène, tant au niveau des types d'entreprises que des circuits de commercialisation. On trouve aussi bien des exploitations unipersonnelles de petites surfaces que des domaines de grandes surfaces dont certains impliquent des investisseurs extérieurs.

Pour la commercialisation, l'ensemble des circuits sont présents, avec une prépondérance de la vente directe et de l'export, à la fois intracommunautaire et hors UE.

Contexte de l'année

En fonction de leur date de clôture, les résultats présentés dans cette édition concernent la récolte 2019 pour la moitié des domaines et la récolte 2020 pour l'autre moitié. En 2019, une fois de plus, les conditions climatiques ont été exceptionnelles : un hiver doux qui a provoqué un débourrement très précoce, un printemps froid avec deux épisodes de gel et un épisode de grêle, puis, un été brûlant avec plus de 40°C sous abris, provoquant des dégâts d'échaudage. Cette météo, peu propice à la vigne, n'a pas non plus été favorable aux maladies, aux ravageurs et au développement des adventices. Le principal fait marquant de 2020 est la température annuelle plus élevée de 1,5°C par rapport à la moyenne des 10 dernières années. Cette douceur a engendré une forte pression d'oïdium en fin de saison, suite à un arrêt très précoce de la protection. La pression des autres parasites, et notamment du mildiou, s'est avérée suffisamment faible pour ne pas occasionner de dégât sur la vendange (source : ATV 49).

En 2019, la météo défavorable à la vigne, a entraîné des

rendements plus faibles que la moyenne. Les rendements 2020 ont été globalement satisfaisants mais parfois décevants pour les blancs. Malgré la pluie qui s'est invitée à mi-vendange, la qualité a aussi été au rendez-vous.

Analyse des résultats

Le nombre moyen d'UTH par exploitation en bio est en hausse à 4,7. A titre de comparaison, il est de 3,2 UTH en moyenne pour la viticulture en Val de Loire*. En bio, on compte environ 4 ha de vignes par UTH.

Le produit/UTA est en forte hausse dans cet exercice, avec + 59 216 € par rapport à l'année dernière.

On observe une hausse importante de la SAU dans cet exercice : on passe de 13,1 à 18,3 ha/UTA (soit 4,2 ha de vigne en plus par UTA). Les comparaisons interannuelles seront donc faites sur les montants/ha. Les charges opérationnelles/ha sont en baisse (- 910 €/ha). Les charges de structure, à 7 752 €/ha, sont aussi en baisse de 1364 €/ha. Elles représentent 50 % du produit brut, dont 21 % pour la main-d'oeuvre et 9 % pour la mécanisation. Au final, l'EBE/ha s'établit à 4 522 €/ha. Le ratio EBE/produit est à 29 %, soit une hausse de 4 points par rapport à l'exercice précédent.

Après 2 années de baisse, ces éléments entraînent une forte augmentation de l'Excédent brut d'exploitation dans cet exercice, d'environ + 29 700 €/UTA.

L'EBE moyen se situe à 82 981 € par UTA. Une fois les annuités remboursées, il reste un solde de 51 666 € par UTA pour prélever, autofinancer les investissements et conforter la trésorerie.

Le poids des annuités dans l'EBE est en baisse à 38 % (46 % dans l'exercice précédent).

Le critère « fonds de roulement en % des stocks » est quasi-stable à 110 % (111 % l'année dernière) : le fonds de roulement permet donc de couvrir entièrement les stocks.

* Source : « Les références 2020 des entreprises agricoles du Grand Ouest » - Chambres d'agriculture et AGC du groupe AS »

Comme dans l'ensemble du pays, les surfaces viticoles certifiées bio ou en conversion poursuivent leur forte progression en Pays de la Loire, avec 933 ha de plus en 2020. On passe de 4 335 ha en 2019 à 5 268 ha un an plus tard (avec 1/3 des surfaces encore en conversion). Le nombre de producteurs augmente également, passant de 345 en 2019 à 392 en 2020. Malgré la pandémie de coronavirus qui a chahuté le marché du vin en 2020, les ventes nationales de vins bio ont augmenté de 13 %. La quasi-totalité des vins bio vendus dans l'hexagone sont d'origine France (99 %). Les vins bio du Val de Loire affichent notamment une belle progression dans la grande distribution (source : Agence Bio).

Pour la 4^{ème} fois en 6 ans, le millésime 2021 a connu des épisodes de gel.

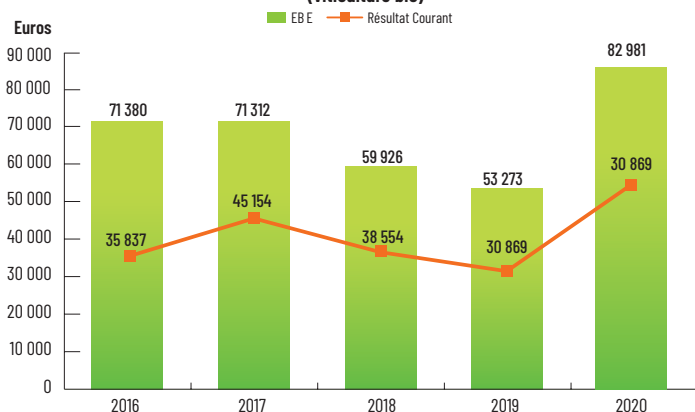
Mi-2021, suite à un accord sur le litige Airbus-Boeing, les USA suspendent les droits de douane supplémentaires de 25 % sur les vins tranquilles embouteillés.

En novembre 2021, l'Assemblée Nationale a adopté deux amendements déposés sur le projet de loi de finance 2022 prévoyant de prolonger le crédit d'impôt bio jusqu'à 2025 et de l'augmenter à 4 500 € par bénéficiaire et par an.

Elise KOHSER

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (viticulture bio)



8.1 Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	38	
→ dont individuelles	15	
→ dont sociétés	23	
Nombre d'UTA	50	1,3
→ dont en sociétés	35	1,5
Nombre d'UTH	178	4,7

8.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	17,7
→ dont fermage	15,1
→ dont propriété	2,6
SAU	18,3

Utilisation de la SAU

	Moyenne (en %)
Grandes cultures	6
Fourrages	8
Plantations	86

8.3 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	535 540
Taux d'endettement	53 %
→ dont court terme	18 %
Fonds de roulement en % des stocks	110
Annuités en % de l'EBE	38
EBE en % du capital	15

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	351
→ dont engrais	44
→ dont semences - plants	11
→ dont produits défense sanitaire	296
Autres charges opérationnelles	192
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	543

Charges directes (€/ha de SAU)	2 739
→ dont emballages	1 348
→ dont produits œnologiques	33
→ dont main-d'œuvre temporaire	1 227-8
Autres charges directes	131

Coût de la mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	1 487
→ dont carburant lubrifiant	85
→ dont entretien réparations	430
→ dont travaux par tiers et location de matériel	901
→ dont amortissements	71

8.4 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Moyenne SAU =18,3 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	285 467	15 557	100
→ dont subventions exploitation	7 496	409	3
(-) Charges opérationnelles et directes	60 233	3 282	21
Engrais	803	44	0
Semences et plants	211	11	0
Produits de défense sanitaire	5 435	296	2
Emballages	24 740	1 348	9
Main-d'œuvre temporaire	22 515	1 227	8
Autres charges directes et opérationnelles	6 529	356	2
MARGE GLOBALE	225 234	12 274	79
Foncier et bâtiment	13 349	727	5
Fermages et charges locatives	10 493		
Entretien	2 856		
Mécanisation	25 384	1 383	9
Carburants et lubrifiants	1 563		
Locations matériels et travaux par tiers	16 536		
Entretien, réparations petits matériels	7 285		
Main-d'œuvre	59 702	3 254	21
Main-d'œuvre permanente	49 148		
Charges sociales des exploitants	10 554		
Autres charges de structure	43 818	2 388	15
Eau, gaz, électricité	3 212		
Autres fournitures	7 725		
Assurances	5 169		
Honoraires	9 952		
Transports et déplacements	7 781		
Impôts et taxes	929		
Autres charges d'exploitation	9 050		
TOTAL charges de structure	142 253	7 752	50
Excédent brut d'exploitation (EBE)	82 981	4 522	29
Charges financières	4 123	225	1
Amortissements	28 645	1 561	10
Autres produits	3 086		
Résultat courant	53 299	2 905	19

Capital d'exploitation

Ensemble de l'actif (immobilisations, stocks, créances, disponible) excepté les terres.

Charges opérationnelles

Charges proportionnelles aux productions, communes à toutes les exploitations. Exemples : charges de cultures (semences, engrais), charges d'alimentation des animaux, produits et honoraires vétérinaires, fournitures diverses, travaux par des tiers sur les animaux, taxes sur les produits.

Charges directes

Charges directement affectées à la production, spécifiques à l'organisation de l'exploitation. Exemples : emballages, combustibles, location de matériel, assurances spécifiques, charges de main-d'œuvre temporaire, travaux par des entreprises.

Charges de structure

Charges non liées au volume de production, parfois appelées charges fixes. Exemples : fermage, cotisations sociales, etc.

EBE (excédent brut d'exploitation)

Produit brut diminué des charges opérationnelles, directes et de structure (avant amortissement et frais financiers).

Fonds de roulement

Argent nécessaire pour financer les stocks et les avances aux cultures. Un fonds de roulement insuffisant nécessite le recours à un financement court terme.

Marge brute

Produit brut diminué des charges opérationnelles.

Produit brut

Ensemble des ventes, des subventions d'exploitation et des variations de stocks, diminuées des achats d'animaux.

Résultat courant

Bénéfice de l'exploitation hors produits et charges exceptionnelles.

SAU (surface agricole utile)

Surfaces en cultures et surfaces fourragères.

SFP (surface fourragère principale)

Surface fourragère consacrée aux animaux. Exemples : prairies, maïs fourrage.

Taux d'endettement

Total des dettes long, moyen et court terme sur le total de l'actif, exprimé en pourcentage.

UGB (unité gros bovins)

Unité de référence correspondant aux besoins alimentaires annuels en fourrage d'une vache. Permet d'agrèger ou de comparer des effectifs d'animaux d'espèces différentes.

UTH (unité de travailleurs humains)

Unité de travail correspondant à une personne travaillant à temps plein sur une exploitation.

UTA (unité de travail agricole)

Les résultats présentés dans cette étude sont pondérés par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

	Nombre d'UTA
Chefs d'exploitation	1 par chef d'exploitation à temps plein (proratation si travail extérieur)
Associés exploitants (GAEC, EARL...)	1 par associé à temps plein (proratation si travail extérieur)
Conjoints collaborateurs	0,5
Conjoints collaborateurs à temps partiel	0,25

Vos conseillers en agriculture biologique Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

LOIRE-ATLANTIQUE

► **Gilles LE GUELLAUT**
02 53 46 60 01
gilles.leguellaut@pl.chambagri.fr

MAINE-ET-LOIRE

► **Elisabeth COCAUD**
02 41 96 75 41
elisabeth.cocaud@pl.chambagri.fr

MAYENNE

► **Rebecca MASON**
02 43 67 36 84
rebecca.mason@pl.chambagri.fr

SARTHE

► **Florence LETAILLEUR**
02 43 29 24 57
florence.letailleur@pl.chambagri.fr

VENDÉE

► **Cécile BROUILLARD**
02 51 36 83 87
cecile.brouillard@pl.chambagri.fr

► **Stéphane HANQUEZ**
02 51 36 83 87
stephane.hanquez@pl.chambagri.fr



Coordination de l'étude et traitement des données par la Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire

Contacts ▶ **Elisabeth COCAUD**
02 41 96 75 41
elisabeth.cocaud@pl.chambagri.fr

▶ **Olivier METAIREAU**

AVEC SES PARTENAIRES

AFOCG Atlantique

▶ **Ludovic TALLIO**
17 rue du Meunier
44880 SAUTRON
02 40 63 39 11
contact@afocg-atlantique.fr

AFOCG 49-85

▶ **Xavier-Noël BARRADEAU**
51 rue Charles-Bourseul
Espace Bell - BP 51
85002 LA ROCHE SUR YON Cedex
02 51 46 23 99
contact@afocg.fr

Accompagnement Stratégie Loire-Atlantique Vendée

▶ **Marie-Luce PITRÉ**
Maison de l'Agriculture
Rue Pierre-Adolphe-Bobierre
La Géraudière
44939 NANTES Cedex 9
02 40 16 36 48
contact@as44.fr

Accompagnement Stratégie Maine-et-Loire

▶ **Francis HOULET**
14 avenue Jean-Joxé
CS 80 646
49006 ANGERS Cedex 01
02 85 35 75 00
francis.houlet@as49.fr

Accompagnement Stratégie Sarthe

▶ **Dominique DEFAY**
La Maison des agriculteurs
9 rue Jean-Grémillon
72013 LE MANS Cedex 02
02 43 43 68 68
jean-francois.beaujean@plus.agri72.com

CERFRANCE 44

▶ **Elisabeth ORHON et François LALLOUE**
8 rue de Laponie
BP 4113
44241 LA CHAPELLE SUR ERDRE Cedex
02 28 09 35 00
eorhon@cerfrance44.fr
flaloue@cerfrance44.fr

CERFRANCE 49

▶ **Elise PERDRIEAU**
29 avenue Jean-Joxé
BP 60411
49104 ANGERS Cedex 02
02 41 33 66 66
eperdrieau@49.cerfrance.fr

CERFRANCE 53-72

▶ **Pierre CHAMBARD**
Rue Albert-Einstein
Parc Technopole de Changé
BP 26116
53061 LAVAL Cedex 9
02 43 49 84 00
pchambard@53-72.cerfrance.fr

CERFRANCE 85

▶ **Emmanuel BIZON**
15 rue Jacques-Yves-Cousteau
CS 10003
85036 LA ROCHE SUR YON Cedex
02 51 24 42 42
embizon@85.cerfrance.fr

CEGAO

▶ **Jérôme COUSQUER**
8 rue du Bon Puits
SAINT-SYLVAIN-D'ANJOU
49480 VERRIERES EN ANJOU
02 41 88 60 22
j.cousquer@cegaoo.com

COGEDIS

▶ **Olivier PERRET**
Zone artisanale Croas ar Nezik
29800 SAINT-THONAN
02 98 20 35 00
olivier.perret@cogedis.com

COMPTACOM GECAGRI

▶ **Vincent VOGT**
247 avenue des Français-Libres
CS 71015
53010 LAVAL Cedex
02 43 64 17 17
vincent.vogt@compta.com

UPTEAconseil

▶ **Vital LEMASSON**
25 rue du Général de Gaulle
CS 89001
85120 LA CHATAIGNERAIE
02 51 69 61 12
vital.lemasson@upteaconseil.fr



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Avec le soutien financier de

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

anjou

Sarthe
Le Département



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

AVEC LA
CONTRIBUTION
FINANCIÈRE
DU COMPTE
D'AFFECTATION
SPÉCIALE
DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE
ET RURAL

Avec la participation de



Représentant les départements de la Loire-Atlantique,
de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe,
de la Vendée



Représentant les départements de la Loire-Atlantique,
de Maine-et-Loire,
de la Vendée

